

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Pouvoir d'achat, salaires : Une question de justice !**

- Social -

Date de mise en ligne : mardi 17 avril 2012

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Nicolas Sarkozy n'a pas été le « président du pouvoir d'achat » qu'il prétendait être il y a cinq ans. Au contraire le pouvoir d'achat de la population a reculé depuis 2007.

## La crise a bon dos !

Tout d'abord parce que cette crise vient de la compression des salaires dans tous les pays industrialisés, à commencer par les Etats-Unis où les ménages se sont alors fortement endettés. Le partage de la valeur ajoutée au détriment du Travail et au profit du Capital a permis une explosion des profits qui, elle-même, a entraîné une financiarisation de plus en plus forte du capitalisme contemporain.

Ensuite parce que la gestion de cette crise en Europe par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy renforce le ralentissement de l'économie par une austérité généralisée.

## Un partage des richesses de plus en plus inégal

Des riches plus riches, des pauvres plus pauvres. C'est ce qui ressort clairement de l'évolution des niveaux de vie. Les gains de pouvoir d'achat sont très fortement concentrés parmi les plus hauts revenus, les très hauts revenus s'envolent.

Alors que les inégalités avaient plutôt eu tendance à diminuer lentement jusqu'en 2002, elles ont recommencé à s'accroître depuis. Ainsi, le dixième le moins favorisé des ménages a vu son niveau de vie reculer en moyenne de 2,1%, tandis que le dixième le plus favorisé l'a vu augmenter de 9,6% (et même de 12% pour le vingtième le plus favorisé).

## Le pouvoir d'achat en berne

Depuis la fin de l'année dernière, la courbe des prix est passée au-dessus de celle des salaires. Autrement dit : les prix augmentent désormais plus vite que les salaires et les Français perdent du pouvoir d'achat, ce qui alimente le ralentissement de l'économie et la montée du chômage... Avec la crise, la pression sur les salaires s'est encore accentuée (moins de hausse des salaires) et comme les prix du pétrole s'envolent, le pouvoir d'achat recule encore plus. Au passage, il est urgent d'accroître la transition énergétique pour diminuer notre dépendance au pétrole, comme à toutes les énergies fossiles et non renouvelables.

## Les salaires

91 % de la population active est salariée. Et parmi eux, la plupart ne vivent que de leur salaire, pour ceux qui ont un travail ! Le Smic est aujourd'hui à 1 400 euros brut, soit 1 096 euros net sur la base de 35 heures hebdomadaires. Depuis 2007, le gouvernement n'a donné aucun « coup de pouce » au Smic.

Le salaire moyen (moyenne de l'ensemble des salaires) est aux environs de 2 000 euros net. Mais le salaire moyen n'est pas une notion très significative, car le salaire moyen fait la moyenne entre quelqu'un au SMIC et Henri Proglio. Le salaire médian des salariés à temps complet (la moitié des salariés gagnent moins, la moitié gagnent plus) est une notion plus significative. Il est de 1 650 euros net. En rajoutant, 18 % de salariés à temps partiel, il est beaucoup plus bas, proche des 1 300 euros.

Si l'on retient également que 90 % des salariés à temps plein gagnent moins de 3 200 euros net par mois, on a une image de l'assez grande concentration des salaires dans notre pays.

## Les inégalités salariales femmes-hommes

Alors que le niveau de qualification des femmes n'a cessé d'augmenter, les hommes perçoivent, en moyenne, un salaire supérieur de 25 % (en équivalent temps plein) à celui des femmes. Ou, ce qui revient au même, les femmes touchent un salaire équivalent à 80 % de celui des hommes, donc inférieur de 20 %. L'écart mensuel moyen est de 445 euros, soit presque un demi Smic.

## Les disparités territoriales

Les disparités territoriales concernant les salaires du privé renvoient aux disparités de qualification, de taille des entreprises. Si l'on s'en tient aux données fiscales de l'Insee (2008), les écarts de niveaux de vie semblent se réduire entre les départements sur la période la plus récente. Mais les moyennes peuvent masquer des processus divergents entre agglomérations ou même entre quartiers d'une même agglomération. La forte hausse du chômage depuis 2008 a d'ailleurs certainement pesé sur les revenus dans les quartiers les moins favorisés (*Alternatives Économiques* hors-série n°90).

## Les dépenses de consommation des ménages

Le logement, y compris le chauffage et l'éclairage, est le premier poste de dépense des ménages. Le logement, c'est bien sûr ce qui pèse de plus en plus lourd pour bon nombre de ménages (loyers en hausse, et envol du prix des logements neufs). Si la part des dépenses pour l'alimentation a certes baissé ces 50 dernières années, elle reste le deuxième poste de dépense après le logement. De plus, elle représente toujours beaucoup plus pour ceux qui gagnent le moins.

## Le changement passe aussi par le pouvoir d'achat

Lors du meeting de Rennes, François Hollande a détaillé le calendrier de certaines mesures immédiates qu'il entend prendre s'il est élu.

- ▶ Pour améliorer le pouvoir d'achat des bas salaires, François Hollande propose une nouvelle tarification de l'eau, de l'électricité et du gaz, ainsi qu'une augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire.
- ▶ La TVA Sarkozy sera supprimée, les prix de l'essence bloqués pendant 3 mois : « Ce sera un soulagement pour les Français au moment où ils partiront en vacances. Durant cette période, nous procéderons à la clarification des modes de fixation des prix. Nous réintroduirons le mécanisme de la TIPP flottante, de façon à ce que l'État ne gagne

plus un centime d'euro sur la hausse des prix de carburants. » Interview de François Hollande au journal *Les Échos* du 13 avril).

- ▶ Pour l'épargne défiscalisée (livret A et livret d'épargne industrie, successeur du Livret de développement durable) la garantie sera donnée d'une rémunération supérieure à l'inflation et le doublement du plafond de ces livrets sera décidé.
- ▶ Une loi sur l'accès au logement sera votée : encadrement des loyers à la location et à la relocation, renforcement des sanctions prévues par la loi SRU, réforme du régime de cession du foncier de l'État pour faciliter la construction de logements par les collectivités territoriales.

La question salariale ne sera pas esquivée. Un grand rendez-vous social est prévu dès la mi-juillet 2012 avec une grande Conférence nationale pour la croissance et l'emploi. Au menu : politique de l'emploi et de la formation (priorités : emploi des jeunes et des seniors, encadrement des licenciements boursiers, sécurisation des parcours, lutte contre la précarité, égalité salariale et professionnelle), qualité de vie au travail, pouvoir d'achat et politique salariale, sécurisation des retraites.

La question des salaires et des pensions sera donc débattue avec les organisations syndicales de salariés et les organisations patronales. Plus le score obtenu par François Hollande sera élevé, plus sa légitimité sera forte pour permettre un rééquilibrage dans le partage aujourd'hui inégalitaire des richesses produites. Et comme à chaque fois que la gauche est au pouvoir, les plus riches essaieront de sauver leurs privilèges, comme à chaque fois l'intervention du mouvement social sera décisive.

**Éric Thouzeau**